

LE SOVIET A WINNIPEG

Triomphe de la "vraie" démocratie

En dépit des efforts de la grosse presse pour déguiser la vérité, la situation à Winnipeg se dessine peu à peu sous son vrai jour. Elle est grave. Que le gouvernement révolutionnaire prenne ou non le titre de soviétique, le mot n'y fait rien: la capitale du Manitoba, la principale ville canadienne à l'ouest des Grands Lacs, est en plein régime communiste, tout comme Pétersbourg ou Moscou. A cette révolution, toutes les classes de la société semblent avoir pris une part plus ou moins active. Le chef virtuel du pouvoir né de l'émeute est un ministre protestant, le Révérend Ivens — nom de consonance toute britannique. Voilà assurément une insurrection que les plus obstinés détracteurs des *d...d slackers* du Québec ne pourront mettre au compte des Canadiens français. Il paraît même douteux que les étrangers y aient joué un rôle notoire. Le silence des correspondants de journaux à ce sujet est significatif. Avec l'habitude prise pendant la guerre de tenir les *enemy aliens* et les *disloyal French-Canadians* responsables de tous les méfaits, si la participation des étrangers avait été effective, les journaux n'auraient pas manqué de le crier sur les toits. Du reste, le mobile principal de l'émeute étant une question d'argent, il est vraisemblable que les meneurs de l'émeute sont des Anglo-Saxons. Les Anglais, au témoignage de Burke, se battent généralement pour l'argent et pour leur liberté.

Une preuve plus palpable encore de la prédominance des éléments anglo-saxons dans la direction des forces de l'émeute, c'est l'extraordinaire modération des journaux et la lenteur des démarches du gouvernement. Si le mouvement s'était produit à Montréal ou à Québec, ou si les chefs du soviétique de Winnipeg portaient des noms allemands, slaves ou français, entend-on d'ici le tapage infernal de la presse loyaliste? Les mitrailleuses et les chars d'assaut seraient rendus sur les lieux depuis huit jours. Qu'on se rappelle le charivari des journaux, au moment de l'émeute de Québec, infiniment moins grave que celle de Winnipeg. Il est bon de noter ces contrastes.

* * *

Mais ce qui importe plus que le mobile et le succès de l'insurrection, plus aussi que le nombre ou la nationalité des insurgés, c'est l'impotence des pouvoirs publics en face d'un soulèvement qui s'annonçait depuis plusieurs semaines: c'est la menace de l'extension du mouvement par tout le pays.

Le gouvernement municipal de Winnipeg semble être à la merci des insurgés et le maire réduit à leur adresser d'humbles suppliques. Les autorités provinciales paraissent surtout préoccupées de ménager leur popularité et de la balancer savamment entre les exigences des émeutiers et l'affolement exaspéré des gens qui craignent pour leur peau, leur bourse ou leur boutique.

Sur l'impéritie des autorités fédérales, d'incroyables aveux se font jour. Une dépêche de Winnipeg, en date du 20, renferme ce passage ébouriffant: "Jusqu'à cette heure, le comité de la grève, qui équivaut à un soviétique, exerce une domination absolue (*is in complete control*), parce que les autorités militaires n'étaient pas prêtes et qu'Ottawa ne se rendait pas compte, avant les deux ou trois derniers jours, des exigences de la situation."

Comment! voici des semaines que l'émeute gronde à Winnipeg: voici des mois que le gouvernement poursuit des enquêtes publiques sur le malaise général du pays et des recherches plus ou moins secrètes sur les progrès du bolchevisme; et ce n'est que depuis "deux ou trois jours" qu'il "se rend compte des exigences de la situation" dans la ville même où le malaise se manifestait avec le plus d'évidence, où le bolchevisme poussait ses pointes les plus audacieuses!

Les autorités militaires "n'étaient pas prêtes"? Mais voici près de cinq années que le pays est transformé en camp de soldats. Les ministres se sont glorifiés partout d'avoir accompli des merveilles pour assurer dans le monde le triomphe de la démocratie et de la liberté sagement ordonnées; ils ont fourni des légions pour libérer la Belgique, sauver la France, délivrer la Serbie, châtier la Turquie. La guerre était virtuellement finie qu'ils ont encore trouvé le moyen d'envoyer une armée canadienne "protéger nos intérêts" en Sibérie. (Quels étaient ces intérêts, nous ne l'avons jamais su — à moins que ce ne soit les agences de la Compagnie Massey-Harris.) Depuis des mois, le pays ne cesse d'acclamer le retour des nombreuses phalanges des héros de la guerre. Et les autorités militaires "n'étaient pas prêtes" à réprimer un mouvement insurrectionnel, prévu et annoncé depuis quelques semaines déjà!

Serait-ce que "l'armée de la démocratie" a pris au sérieux les tirades démagogiques des politiciens pistonneurs de la guerre à outrance et qu'elle se sente plus disposée à pactiser avec les émeutiers qu'à soutenir le gouvernement? C'est fort possible!

* * *

Une autre dépêche, envoyée d'Ottawa le même jour, est peut-être plus symptomatique encore que celle de Winnipeg. Je la cite dans le texte anglais. De source officielle, évidemment, on y lira plus facilement que dans une traduction, à travers l'embellissement des formules ministérielles, l'aveu de pitoyable impuissance des pouvoirs publics.

Après avoir annoncé le départ pour l'Ouest du ministre de l'Intérieur, M. Meighen, et du ministre du Travail, M. Robertson, le communiqué ajoute:

"In connection with the report that the ministers were clothed with large powers by order-in-council before they left Ottawa, it is pointed out that THERE IS REALLY NOTHING THE GOVERNMENT CAN DO to bring about a settlement more than to send representative ministers TO PROFFER THEIR SERVICES AND ADVICE. Should disturbances occur and the lives of citizens thereby be endangered, governmental action to restore order and protect the public would become necessary, but THERE IS NO MACHINERY AT PRESENT BY WHICH THE GOVERNMENT CAN DO MORE than has already been done to bring about a settlement."

Ce n'est pas seulement l'aveu d'impuissance qui est complet; c'est aussi la détermination de ne pas agir.

Voici un gouvernement qui mène le pays à coups de bâtons depuis quatre ans et demi. Des "ordres-en-conseil", le ministère en a passé à pleines tombées pour violenter la liberté des citoyens, pour bâillonner la presse, pour frapper d'emprisonnement et d'amendes tous ceux qui osent penser autrement que les ministres sur la guerre européenne et les "motifs" des diverses nations engagées dans le conflit, du côté des Alliés. De la *machinery*, le gouvernement en a fabriqué tant et plus pour désarticuler le pays, pour arrêter la production agricole, affamer les villes et dépeupler les campagnes, pour permettre à une bande de vampires de se gorger d'or durant quatre années d'angoisse générale. Des instruments de torture, des chaînes, des bâillons et des fouets, les ministres en ont fabriqué à la grosse pour permettre à leurs sbires de violer les foyers, d'arracher les fils à leurs mères, les pères à leurs enfants; pour donner l'avantage à certains de leurs serviteurs en hermine, dénommés magistrats, de fourrer au cachot des gens apparemment inoffensifs, coupables d'avoir dans leur poche une feuille dont les opinions sur la guerre ne cadraient pas avec celles de ces messieurs, juges ou ministres. Hier encore, leur police militaire faisait surveiller et détenir à New-York un vénérable religieux d'Irlande, qui aurait com-

1. Là-dessus, une dépêche de ce matin, expédiée de Fort William, fournit d'intéressantes indications. Les sympathies des vétérans, prétend-on, sont partagées; "but the large preponderance of foreigners among the strikers, though the strike leaders are English-speaking, is tending to turn the scale of opinion among the returned men to the side of the citizens." C'est une preuve additionnelle de la direction anglaise de l'émeute; mais le plus significatif, c'est l'aveu que les vétérans de la guerre sont prêts à favoriser ou à combattre l'émeute, selon la nationalité des émeutiers. Voilà, si le renseignement est exact, qui promet pour l'unité nationale et la "bonne entente" des races!

nous le crime de raconter en présence de quelques goujats galonnés, empressés à le dénoncer, certains actes de tyrannie perpétrés par les autorités britanniques dans sa malheureuse patrie. Mais voici qu'une ville tout entière, en majorité anglo-saxonne, s'ameute, défie l'autorité civile, s'empare du pouvoir, viole les lois, paralyse le commerce et l'industrie, suspend les services des postes, du téléphone et des télégraphes, jette sur le pavé des milliers de pères de famille, menace de mort par la famine des milliers d'enfants et de pauvres malheureux : — nos potentats baissent pavillon; tout disparaît : armée formidable, magistrats rigides, policiers vigilants; toute la *machinerie* gouvernementale est mise au rancart. Plus rien, sauf deux ministres "représentatifs" qui s'en vont, la bouche tout emmiellée et, selon toute apparence, la colique au ventre, tendre les bras aux émeutiers et leur apporter le baiser de paix. Pour le coup, c'est vraiment "le triomphe de la démocratie".

A qui et à quoi MM. Meighen et Robertson vont-ils "offrir leurs services et leurs conseils" bénévoles ? Au gouvernement de la province, au maire de Winnipeg ou aux émeutiers ?

Mais peut-il exister un doute ? vous écrierez-vous. Lisez la fin de cette ineffable dépêche d'Ottawa :

"There is a growing confidence here that the arrangements made by the federal, provincial and municipal authorities will ensure the CONTINUED MAINTENANCE OF LAW AND ORDER in the Manitoba capital."

Notez bien : ce que la sagesse combinée des trois autorités a découvert, ce n'est pas le moyen de rétablir l'ordre, c'est de le continuer et de le maintenir. Ainsi, aux yeux de ces sages, ce qui se passe actuellement à Winnipeg, c'est l'ordre légal : tout ce qui les préoccupe, c'est de le maintenir et de le continuer.

Si, après cela, les organisateurs de soviets dans les autres villes du pays se gênent, ce ne sera pas faute d'encouragement et d'indulgence. Ce danger existe-t-il ? Assurément; mais en voilà assez pour aujourd'hui.